Le refus de voter des travailleurs et des jeunes est un acte de défiance contre l'UE capitaliste, ses gouvernements et leurs partis
Pour que cette défiance débouche sur une lutte de classe victorieuse, il faut une orientation ouvrière et révolutionnaire

Refus de vote massif des travailleurs et des jeunes

Comme prévu, les élections européennes du 7 juin ont été marquées avant tout par une abstention massive partout en Europe, atteignant près de 60% en France. Le refus d'aller voter a été encore plus fort dans les classes populaires : 75% des employés, 77% des ouvriers, 79% des chômeurs, selon un sondage Opinion Way réalisé le jour du vote. Ce n'est pas l'indifférence politique qui explique la majorité des abstentions, mais il s'agit à l'évidence d'un acte de défiance contre les institutions de l'Union européenne capitaliste, ses gouvernements et leurs partis : les travailleurs savent que le Parlement européen n'a aucun pouvoir (encore moins que les Parlements nationaux), ils n'ont guère d'illusions dans la capacité de l'Union européenne et des gouvernements nationaux à les protéger de la crise et un nombre croissant d'entre eux ne fait plus confiance aux politiciens de droite comme de gauche qui servent ces institutions (1).

Victoire en trompe-l'œil pour l'UMP et déroute du PS bourgeois

De ce point de vue, l'apparente « victoire » des partis de droite dans les principaux pays de l'UE est un leurre. En France, par exemple, la soi-disant « majorité présidentielle » se glorifie d'avoir recueilli près de 28% des suffrages exprimés, mais cela ne correspond en réalité qu'à 11% des électeurs, confirmant l'impopularité massive de Sarkozy et de son gouvernement. Mais surtout, partout en Europe et plus encore en France, les principaux partis bourgeois de gauche (PS, SPD, Labour Party, etc) paient leur incapacité à proposer une quelconque politique alternative à celle des partis bourgeois de droite : les travailleurs ne sont pas dupes des nuances qui les distinguent à peine de leurs rivaux, ils savent que les gouvernements de gauche n'ont pas fait, ne font pas et ne feront pas une politique substantiellement différente. En particulier, le séisme électoral qui frappe le PS (16,4% des voix) confirme la désaffection des travailleurs à son encontre depuis des années, avec maintenant le franchissement d'un palier supplémentaire : la majorité des travailleurs ne croit même plus au prétendu « vote utile » auquel le PS a réduit son ambition après son échec de 2002, dont il ne s'est toujours pas remis.

Le succès du vote écologiste en France (16,2%) est spectaculaire, mais largement superficiel : s'il signifie indéniablement la montée des préoccupations écologistes parmi les bourgeois de gauche et les couches supérieures du salariat (Cohn-Bendit fait 25% des voix dans ces catégories et par exemple 30,5% dans le Ve arrondissement de Paris !), il témoigne plus encore du désarroi de ces électeurs traditionnels du PS ; ces couches sociales intermédiaires et supérieures continuent de se faire des illusions sur la possibilité de construire une Europe progressiste et écologique sans remettre en cause le capitalisme. D'ailleurs, nombre de ces électeurs ont hésité entre la liste écologiste, le PS et le MODEM et il est symptomatique que Cohn-Bendit, le soir du scrutin, ait profité de sa victoire en appelant à un front commun avec le PS, e Modem et le Front de gauche au Parlement européen.

Même si le FN recule par rapport aux dernières élections européennes de 2004 avec 6,3%, il repart à la hausse par rapport aux législatives de 2007. La composition de son électorat est toujours très populaire et il rassemble environ 12% des ouvriers et employés qui ont voté.

Le Front de Gauche (PC-PG), malgré un appareil beaucoup plus fort, n'obtient pas plus de voix que le NPA et LO réunis

Les partis réformistes du mouvement ouvrier, unis dans le « Front de gauche », réalisent un score de 6% qui confirme la très petite dynamique créée par le lancement du Parti de gauche de Mélenchon après sa rupture avec le PS (même s'il faut rappeler que le PCF seul avait obtenu un résultat similaire en 2004, avec 5,9% des voix). Mais cela ne suffira pas à enrayer de manière significative le déclin historique du PCF, dont l'appareil et les militants ont fourni les principales forces pour la campagne commune. Et surtout, si l'on rapporte ses résultats à ceux du PCF lors de scrutins comparables (municipales, cantonales, régionales, précédentes européennes), le Front de gauche a très peu profité de la faillite du PS. Il est en outre significatif que le Front de gauche n'ait pas un électorat particulièrement populaire : 4% des ouvriers et employés selon CSA, 6% selon Opinion Way et 3% (selon CSA) ou 4% (selon Opinion Way) des salariés du privé qui ont voté ! C'est que les partis qui le constituent ne peuvent se présenter de manière crédible comme une alternative au PS : après avoir fait partie des gouvernements dirigés par celui-ci entre 1981 et 2002, ils continuent de participer avec lui à la gestion bourgeoise des régions, des départements et des municipalités, à voter des budgets qui incluent des subventions au patronat, des coupes dans les services publics, etc. En outre, ce refus du PCF et du PG de rompre avec le PS a été confirmé durant la campagne par leur volonté assumée de reconstituer une alliance avec le PS dès les prochaines élections (les régionales de 2010), voire pour un éventuel gouvernement de gauche en 2012…

Si le Front de gauche devance le NPA, il n'obtient pas plus de voix que les deux organisations d'extrême gauche réunies (le NPA ayant 4,9% des voix et LO 1,2%). Et si, comme le préconisait la Tendance CLAIRE du NPA, le NPA et LO avaient voulu s'allier pour ces élections (comme en 1999 et 2004), cela aurait créé une dynamique qui leur aurait permis de battre clairement les réformistes du Front de gauche. Au-delà, si l'ex-LCR avait privilégié la recherche d'une convergence avec LO lors du processus constituant du NPA (au lieu de donner la priorité à des altermondialistes réformistes comme Raoul Marc Jennar), et si LO n'avait pas adopté une position sectaire à l'égard du processus NPA (tout en s'alliant avec le PS pour les municipales de 2008 !), les travailleurs auraient pu disposer dans les luttes comme dans les élections d'une nouveau parti anticapitaliste beaucoup plus grand et dont l'identité de classe aurait été beaucoup plus claire.

Bilan de la campagne de notre parti : des potentialités sous-utilisées faute d'une orientation communiste et révolutionnaire

Le résultat de notre parti est mitigé (conforme malheureusement notre pronostic (2)), malgré la campagne généralement très active que nous avons faite. D'une part, une fraction croissante des travailleurs et des jeunes sont sensibles à l'anticapitalisme défendu par le NPA, confirmant la possibilité de construire un parti anticapitaliste : c'est ainsi que 9% (selon CSA) à 12% (selon Opinion Way) des ouvriers qui se sont exprimés ont voté pour le NPA (score plus de deux fois supérieur à celui du Front de gauche). Mais, d'autre part, la campagne du NPA n'a pas réussi à convaincre les millions de travailleurs frappés par la crise à voter pour lui : 73% de ceux qui avaient voté pour Olivier Besancenot en 2007 — sans craindre alors l'étiquette « communiste révolutionnaire », mais en appréciant la dénonciation radicale du système capitaliste et de ses serviteurs de droite comme de gauche ! — se sont abstenus le 7 juin, selon le sondage TNS Sofres/Logica déjà cité. En revanche, la campagne NPA qui a été la plus prolétarienne et lutte de classe, celle conduite par le camarade ouvrier Yvan Zimmerman dans la région Est, n'a nullement « effrayé » les travailleurs et les jeunes ; bien au contraire, la liste NPA a recueilli 5,65% des suffrages exprimés, soit 2,3 fois plus de voix que la liste LO-LCR en 2004 (2,45%), bien que LO ait dans le même temps recueilli 1,5% des voix : cela porte le score total de l'extrême gauche dans cette région à plus de 7%, loin devant les 3,9% du Front de gauche.

Au-delà de la question des résultats électoraux, une campagne communiste et révolutionnaire (telle que notre Tendance l'avait proposée dès le congrès) aurait fait progresser la conscience politique de centaines de milliers de travailleurs frappés par la crise, les licenciements, l'arrogance du patronat et les attaques gouvernementales et aurait ainsi nourri la recrudescence des luttes. Elle aurait dénoncé l'exploitation et

l'oppression quotidiennes de la classe ouvrière, affirmé l'unité d'intérêts entre les travailleurs de tous les pays, mis en évidence le lien entre l'orientation bourgeoise du PS, le réformisme du Front de Gauche et les trahisons des directions syndicales qui ont bloqué la dynamique des luttes et les ont conduites à des défaites, fait une propagande active pour la grève générale à partir de l'exemple des Antilles, montré l'impasse des prétendues solutions réformistes, expliqué la nécessité d'exproprier les capitalistes pour ne pas payer la crise, attaqué les institutions de l'UE capitaliste tout en soulignant qu'elle repose sur des États nationaux au service de la bourgeoisie et ouvert une perspective ouvrière et socialiste, pour le gouvernement des travailleurs et les États-Unis socialiste d'Europe…

Il revient aux militants du NPA de tirer collectivement les leçons d'une campagne nationale largement erronée. Si cette campagne a certes permis de dénoncer le capitalisme, le gouvernement et le PS, et si elle s'est fait l'écho des luttes, elle est restée trop proche du réformisme et a glissé vers l'électoralisme (3). En fin de campagne, la direction du parti est allée jusqu'à présenter le vote pour le NPA comme un « vote utile », prétendant que notre parti était le mieux placé pour avoir des élus parmi ceux situés à la « gauche du PS », alors que, tout au contraire, plus la campagne avançait, plus les intentions de vote pour le NPA reculaient. Force est de constater, en effet, que l'orientation du NPA ne répond que trop partiellement aux aspirations des travailleurs et des jeunes qui luttent aujourd'hui, aux espoirs de celles et ceux qui veulent en finir avec le capitalisme, mais sans savoir comment faire. La raison en est que la seule réponse juste à ces aspirations et à ces espoirs réside dans le programme de la révolution socialiste accompli par le pouvoir des travailleurs auto-organisés : entre ce programme et celui du réformisme, il n'y a pas de compatibilité, il est plus que temps de trancher ! C'est ce qu'enseigne toute l'histoire du mouvement ouvrier et c'est encore plus évident face à la crise mondiale du capitalisme, dont les effets vont être de pire en pire au cours de la prochaine période : tout prouve que des centaines de milliers de licenciements supplémentaires vont être décidés et que Sarkozy et son gouvernement, tentant de s'appuyer sur leur prétendue victoire électorale, vont redoubler la violence de leurs coups contre les travailleurs, les diviser au maximum et réprimer encore plus ceux qui luttent. La lutte de classe va s'aiguiser, devenir de plus en plus dure : il ne doit plus y avoir de place pour la confusion programmatique et stratégique.

Et maintenant, que faire ?

La direction (comité exécutif) du NPA ne semble pas près de revoir son orientation, mais veut au contraire la poursuivre et l'aggraver. Elle conclut ainsi son communiqué du 7 juin à 20h15 : « *Nous continuons à proposer à toutes les formations de la gauche antilibérale et anticapitaliste un accord durable valable dans les échéances sociales et politiques à venir, pour encourager la convergence des luttes, plus que jamais*

nécessaire. » Si l'unité doit se faire immédiatement sur les revendications des travailleurs (notamment sur le refus de tous les licenciements), il n'y a aucun « accord durable » possible entre l'anti-capitalisme conséquent et cohérent, c'est-à-dire révolutionnaire, et l'anti-libéralisme, ce réformisme de l'époque actuelle, qui caractérise les bureaucraties syndicales collaboratrices du patronat et du gouvernement, politiquement liées les unes au PS, les autres au PCF ou au Parti de gauche ! Il n'y a aucun « accord durable » possible entre ceux qui ont privatisé à tour de bras, cassé les droits ouvriers, subventionné le patronat, expulsé les sans-papiers, trahi les grèves, mené des guerres impérialistes (Yougoslavie, Afrique, Afghanistan), et ceux qui combattent pour que les travailleurs se libèrent de toute exploitation et de toute oppression.

La Tendance CLAIRE propose, quant à elle, que le NPA, nationalement et dans tous ses secteurs, mobilise tout le potentiel militant qui s'est manifesté durant la campagne électorale pour l'intervention dans la lutte de classe directe, avec la même intensité et le même niveau de centralisation. Le NPA doit aussi lancer un appel à le rejoindre aux travailleurs et aux jeunes qui ont voté pour lui comme à ceux qui ont refusé de voter pour manifester leur défiance à l'égard du système politique.

Les travailleurs ont besoin d'un parti anti-capitaliste qui tire jusqu'au bout les leçons des échecs et des trahisons des réformistes rancis. Seule la perspective révolutionnaire, qui doit faire l'objet d'une propagande systématique dans la presse et les discours du parti, permet de s'orienter correctement dans la lutte de classe immédiate. Seule une orientation anti-réformiste aide les travailleurs à ne compter que sur eux-mêmes, à démasquer et combattre les directions syndicales et réformistes qui trahissent les luttes, à avancer des mots d'ordre qui partent des revendications immédiates et leur permettent d'aller le plus loin possible, sans se préoccuper des impératifs du système capitaliste, en aidant à la convergence et à l'unification des luttes jusqu'à la grève générale — laquelle permettrait de chasser Sarkozy et ouvrirait une situation prérévolutionnaire.

Paris, le 10 juin 2009

---

1) Selon un sondage CSA réalisé le jour du vote (avec des questions prédéfinies et plusieurs réponses possibles), seuls 18% des abstentionnistes se justifient par la réponse *« je ne m'intéresse pas à la politique »* et 7% par la réponse *« je ne m'intéresse pas aux questions européennes »*, tandis que 31% savent que le fait de voter *« ne changera pas grand chose à (leur) vie quotidienne »* (réponse arrivant en première position) et 28% expliquent que leur refus de vote *« est une manière d'exprimer (leur) mécontentement sur la manière dont les choses vont en France »* (réponse arrivant en seconde position). Un autre sondage, réalisé pour TNS Sofres/Logica, est encore plus

clair : la réponse qui arrive de loin en tête (31%) pour expliquer le choix de l'abstention est que celle-ci permet de *« manifester votre mécontentement à l'égard des partis politiques »,* la seconde est que *« vous ne voyez pas de différence entre les projets des différents partis »* (22%), la troisième est de *« manifester votre mécontenement à l'égard de l'Europe et de la construction européenne »,* tandis que la réponse *« ces élections ne vous intéressent pas »* n'arrive qu'en quatrième position (20%).

2) Cf. notre bulletin *Au CLAIR de la lutte* n° 2, juin 2009, http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=46

3) Cf. notre analyse de la campagne dans l'article déjà évoqué.

Tendance CLAIRE, le 10 juin 2009